

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS
DEPARTEMENT ACHATS
21, rue Georges Auric – 75948 PARIS CEDEX 19

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

**Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Prestations
intellectuelles, relatif à :**

**MISSIONS DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE, DE CONTROLE
TECHNIQUE, DE COORDINATION DE SYSTEME DE SECURITE INCENDIE ET
D'ACCESSIBILITE AUX BATIMENTS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP POUR
LES SITES DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE**

Lot 1 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
Mono attributaire

Consultation n°25-C-013

**Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la
commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE :	3
ARTICLE 2 -	EXECUTION DU MARCHE	3
ARTICLE 3 -	PRINCIPE DE LA MISSION	3
ARTICLE 4 -	CONDITION D'EXERCICE DE LA MISSION DU COORDONNATEUR	3
4.1 -	AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS	3
4.2 -	MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS	4
4.2.1 -	Accès :	4
4.2.2 -	Obligations du Maître d'Ouvrage	4
4.2.3 -	Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage	4
4.3 -	CONDITIONS D'EXECUTION	5
ARTICLE 5 -	CLAUSES TECHNIQUES	5
5.1 -	PRINCIPES GENERAUX	5
5.2 -	DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASE DE CONCEPTION	5
5.2.1 -	Modalités pratiques de coopération	5
5.2.2 -	Registre Journal de la Coordination	5
5.2.3 -	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé	6
5.2.4 -	plan particulier de securite et de protection de la sante	6
5.2.5 -	Dossier d'Intervention Ulterieure des Ouvrages	7
5.2.6 -	Avis sur les documents d'étude	7
5.2.7 -	dossier de consultation des entreprises	7
5.3 -	DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASE DE REALISATION	7
5.3.1 -	Coordination des activités	7
5.3.2 -	Application des mesures de coordination	8
5.3.3 -	Interférences avec les activités d'exploitation	8
5.3.4 -	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé	8
5.3.5 -	Registre Journal de la Coordination	8
5.3.6 -	Dossier d'Intervention Ulterieure sur l'Ouvrage	8
5.3.7 -	Accès au chantier	9
5.3.8 -	Avis sur les documents d'exécution des ouvrages	9
5.3.9 -	presence du coordonnateur sur le chantier	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent document définit les caractéristiques techniques détaillées du lot « Coordination sécurité et protection de la santé » pour l'ensemble des sites dépendant des organismes de sécurité sociale.

Le Maître d'ouvrage confie au coordonnateur des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, complétée par les décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994, n° 95-543 du 4 mai 1995 et n°2003-68 du 24 janvier 2003.

Ces missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS) s'appliquent aux phases de conception et de réalisation, classées de catégorie 1 à 3 au sens de l'article R.238.8 du code du travail.

ARTICLE 2 - EXECUTION DU MARCHÉ

Chaque mission fera l'objet d'une commande, fixant les intervenants et les conditions d'exécution de la mission tels que :

- ⇒ Le nom et la qualité de la maîtrise d'œuvre
- ⇒ Le nom et la qualité du représentant du maître d'ouvrage
- ⇒ Le nom et la qualité du coordonnateur, personne physique chargée d'effectuer la mission et, éventuellement des suppléants auxquels il serait fait appel
- ⇒ L'intitulé de l'opération et le lieu d'exécution des travaux
- ⇒ La nature des travaux à réaliser
- ⇒ La date de démarrage envisagée et le planning des travaux
- ⇒ Les missions du coordonnateur sont décomposées en phases qui correspondent à deux périodes
- ⇒ Période de conception, d'étude et d'élaboration des travaux
- ⇒ Période de réalisation des travaux
- ⇒ Les délais d'exécution de la mission sont indissociablement liés au déroulement des opérations
- ⇒ Le coordonnateur sera désigné le plus tôt possible par le maître d'ouvrage pour pouvoir donner son avis sur l'avant-projet ou le projet
- ⇒ Plusieurs commandes pourront être passées simultanément, le coordonnateur SPS doit donc en tenir compte pour estimer sa charge de travail.

ARTICLE 3 - PRINCIPE DE LA MISSION

Les missions consistent à mettre à disposition du Maître d'ouvrage un coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé afin d'assurer dans le cadre réglementaire et aux différentes phases d'avancement du projet, notamment :

Le respect des principes généraux de sécurité énoncés à l'article L.4121-2 du code du travail :

- Eviter les risques
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- Combattre les risques à la source
- Adapter le travail à l'homme en agissant sur la conception, l'organisation, les méthodes de travail et de production.
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- La prévention des risques résultant de l'intervention simultanée de plusieurs entreprises
- La sécurité du public présent ou à proximité du site en travaux.

ARTICLE 4 - CONDITION D'EXERCICE DE LA MISSION DU COORDONNATEUR

4.1 - AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs salariés.

Il est fait mention de ces violations dans le registre journal de la Coordination. Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de dangers graves et imminents menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tel que chute de hauteur etc...)

Le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le Registre Journal.

Tout différent entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur est tenu de confirmer par mail la réception de chaque demande émanant des organismes dans un délai de 24 heures en précisant le délai de réponse. Ce délai de réponse ne pourra pas être supérieure à 7 jours ouvrés.

Le coordonnateur SPS devra désigner une personne en charge de la mission et un suppléant avec l'obligation de l'informer dès la phase de conception des dossiers. Ces personnes devront, dans la mesure du possible, être les contacts, du début à la fin de la mission.

En cas de défaillance de la personne en charge de la mission, la société titulaire du marché fera de son affaire de la prise de connaissance du dossier par le remplaçant.

En cas de défaillance du coordonnateur titulaire, le bureau de contrôle a l'obligation de notifier à l'organisme concerné dans un délai de sept jours calendaires par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae.

A défaut de désignation d'un remplaçant ou si celui-ci est récusé par l'organisme de sécurité sociale dans le délai qui lui est imparti, le marché peut être résilié de plein droit et sans que le titulaire concerné puisse prétendre à être indemnisé

4.2 - MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS

4.2.1 - ACCES

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité aux diverses installations mises à la disposition par le maître d'ouvrage.

4.2.2 - OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage communiquera au coordonnateur SPS :

Les noms et coordonnées des chefs d'établissements dont les activités interfèrent avec le chantier.

Les noms et coordonnées des différents intervenants ainsi que des entreprises et de leurs sous-traitants éventuels.

La liste tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage remettra au coordonnateur SPS avant le début de sa mission, un exemplaire du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage existant (D.I.U.O.) existants :

Tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.), notamment le dossier des ouvrages exécutés dès qu'il est établi.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus des réunions de chantier.

4.2.3 - DISPOSITIONS PRISES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage prendra toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Tous les documents d'exécution des ouvrages.

Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves.

L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

La copie des déclarations d'accident du travail.

Par les différents titulaires des marchés de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

L'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement des travaux.

Le maître d'ouvrage prendra également toutes dispositions pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés et en particulier :

Les mesures d'organisation générale du chantier envisagé par le maître d'œuvre en vue de leurs intégrations dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la santé.

Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

4.3 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les personnes physiques désignées par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doivent, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.238-13 DU Code du Travail sous peine de résiliation du marché.

Le titulaire désigne, à réception de chaque commande, un coordonnateur SPS. Il s'engage à maintenir pendant toute la durée de la mission (correspondant à une commande) la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci,

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et à la Protection de la Santé des travailleurs.

Dès que le planning des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination est consultable sur les chantiers.

ARTICLE 5 - CLAUSES TECHNIQUES

5.1 - PRINCIPES GENERAUX

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention définis par l'article L.203-2 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer aux opérations concernées.

Les attestations de compétence des personnes physiques affectées aux opérations concernées par le présent marché seront à fournir selon les dispositions réglementaires en vigueur.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux travaux.

5.2 - DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASE DE CONCEPTION

5.2.1 - MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION

Le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission, dans un délai défini d'un commun accord avec le maître d'ouvrage.

Afin de prévenir les risques résultant d'interventions simultanées ou successives d'entreprises et de travailleurs indépendants sur les chantiers sur lesquels il est amené à intervenir, le coordonnateur organise une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et notamment :

Veiller à ce que les principes généraux de sécurité définis aux articles L.4531-1 et 2 du code du travail soient effectivement mis en œuvre.

5.2.2 - REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Son cadre est défini par l'article R.238.19 du Code du travail.

Conformément à l'article R.238-18 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique, et fait viser par les intéressés et le Maître d'œuvre, tous les éléments liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Le registre journal est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

Tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;

Tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont donnés.

Dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage. Le coordonnateur transmet systématiquement au Maître d'ouvrage une copie certifiée conforme au registre journal de la coordination.

5.2.3 - PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Son cadre est défini par l'article R.238-22 DU Code du Travail. Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.238-40 à R.238-44 relatifs aux Voies et Réseaux Divers du chantier.

Le plan de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est toujours un document écrit, propre à définir l'ensemble des mesures destinées à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Le Coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS dès le début de sa mission. Il communique au maître d'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention. Ce PGC sera à joindre au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Sont consignés dans ce plan :

Les renseignements d'ordre administratif ;

Les mesures de coordination proprement dites ;

Les mesures d'organisation générales du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;

Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur un site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;

Les renseignements utiles et pratiques relatifs à l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs et ou travailleurs indépendants.

Le coordonnateur utilisera au maximum, pour l'envoi de ses documents le format numérique.

Le coordonnateur SPS définit dans le PGC les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier.

5.2.4 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Ce document doit être établi par les entreprises intervenantes.

Il est établi pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé à l'article R.238.31 et complété par l'article R.238.32 du Code du travail.

Le plan doit analyser de façon précise les dispositions prises en matière de secours, les dispositions prévues en matière d'hygiène et celles concernant les locaux destinés au personnel du chantier.

Il prend en compte les mesures de coordination générales décidées par le coordonnateur dans le PGCSPS. Il distinguera pour ce faire, les risques « importés » par les autres entreprises présentes simultanément sur le chantier, les risques « exportés » par les travaux de l'entreprise et les risques propres au chantier.

Il doit donc, comporter plusieurs parties bien distinctes pour permettre au coordonnateur de réaliser l'harmonisation des plans et d'en tirer toutes les conséquences, notamment, en matière d'adaptation du PGCSPS.

L'entrepreneur dispose de 15 jours pour élaborer son plan à compter de la notification du marché signé par le Maître de l'ouvrage. L'entrepreneur principal est tenu de laisser 15 jours également au sous-traitant s'il doit exécuter des travaux de gros-œuvre ou du lot principal ou sur un des travaux entrant dans la liste des travaux à risques particuliers.

Ces délais sont impératifs et doivent être isolés par le Maître de l'ouvrage ou par l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, du délai d'exécution des travaux proprement dits.

5.2.5 - DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE DES OUVRAGES

Son cadre est défini par l'article R.238.37 du Code du travail.

C'est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, lors de la conception et pendant la réalisation d'un ouvrage et à obtenir les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien.

Il est constitué dès la phase de conception par le coordonnateur et transmis au coordonnateur de la phase réalisation lorsque celui-ci est différent.

Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

L'intervention du coordonnateur à cette phase consiste à veiller à la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état.

5.2.6 - AVIS SUR LES DOCUMENTS D'ETUDE

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

5.2.7 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au Maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- les obligations des titulaires des contrats de travaux et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (opérations de catégories 1 et 2) ;
- le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers) ;
- la notice en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (opération de catégorie 3).

5.3 - DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASE DE REALISATION

5.3.1 - COORDINATION DES ACTIVITES

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises (y compris sous-traitantes) la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune. Au cours de cette inspection, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

L'inspection commune vise également à :

Délimiter le chantier

Matérialiser les zones du chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises.

Préciser les voies de circulation que pourra emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.

Définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

Il sera communiqué aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement ou le conducteur d'opération et en particulier :

Celles qu'elles devront donner à leurs salariés.

S'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

L'inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

5.3.2 - APPLICATION DES MESURES DE COORDINATION

Le coordonnateur SPS veille à l'application des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

5.3.3 - INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures préconisées par l'article R.238-18-4 du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le chef d'établissement concerné et après concertation avec lui, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site.

Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination.

Le coordonnateur SPS propose également au maître d'ouvrage les dispositions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux à soumettre à l'autorité compétente.

5.3.4 - PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGC, au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

5.3.5 - REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.238-19 du Code du Travail.

Sont consignés :

- les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération, qu'il fait viser dans chaque cas par les entreprises ou intervenants concernés.
- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, la date approximative de leurs interventions et l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier, ainsi que la durée prévue des travaux ;
- les dates et horaires de ses contrôles sur le chantier ;
- le procès-verbal de passation des consignes entre les deux coordonnateurs (phase conception/phase réalisation).

Le coordonnateur présente le registre journal sur leur demande au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail en application de l'article L 8112-3 du Code du Travail.

Une copie complète du registre journal est remise au Maître d'ouvrage lors de la réception de l'ouvrage.

5.3.6 - DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Le coordonnateur SPS complète et adapte de DIUO, au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai d'un mois à partir de la remise, par le maître d'ouvrage du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO partiel et le lui remettre. En cas de réceptions partielles, le maître d'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans le même délai.

Dans les 15 jours de la réception du « projet », le DIUO est remis au Maître de l'ouvrage par le coordonnateur SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une copie de ce procès-verbal est annexée au registre journal de la coordination.

5.3.7 - ACCES AU CHANTIER

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

5.3.8 - AVIS SUR LES DOCUMENTS D'EXECUTION DES OUVRAGES

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tous documents d'exécution.

5.3.9 - PRESENCE DU COORDONNATEUR SUR LE CHANTIER

Le coordonnateur passera sur le chantier autant de fois que nécessaire pour assurer sa mission.

Il devra en plus participer aux réunions de chantier hebdomadaires organisées par le maître d'œuvre.

Ces présences devront être assurées pendant toute la durée des travaux de chaque opération (y compris en cas de prolongation des délais d'exécution)

ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE

Le titulaire remettra dans le cadre de sa mission les rapports et avis émis soit sur un outil permettant de les consulter à tout moment soit par mail au Département Immobilier de l'organisme de sécurité sociale :

A l'issue de la phase de conception et avant consultation des entreprises :

Les éléments en matière de sécurité et de santé qu'il estime nécessaire d'intégrer aux pièces du dossier sous forme d'un document structuré ;

Une notice en matière SPS ou plan général de coordination s'il est requis, comprenant le cadre du plan particulier de sécurité et de santé provisoire, à joindre aux autres documents remis par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter ;

Le cadre du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;

Pendant le déroulement de l'opération :

Un rapport mensuel des activités liées à l'examen des P.P.S.P.S ;

Une copie de la mise à jour du registre journal ;

Les statistiques d'accident du travail ;

L'analyse des accidents et les propositions de mesures pour éviter leur renouvellement et celles envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;

Toute proposition ou mesure qu'il estime nécessaire au bon déroulement de l'opération ;

A l'issue de la phase de réalisation, lors de la réception de l'ouvrage :

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à conserver pendant une durée de cinq années par le maître d'ouvrage ;

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;

Une copie du registre journal ;

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage sont à remettre en deux exemplaires au Maître d'ouvrage.